

« Il n’y aura pas de coupe du monde »

James Freeman

Number 773, July–August 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/71975ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Freeman, J. (2014). « Il n’y aura pas de coupe du monde ». *Relations*, (773), 5–6.

« Il n'y aura pas de coupe du monde »

Les conséquences sociales de la Coupe du monde de football 2014 nourrissent une vive protestation populaire au Brésil depuis 2013.

JAMES FREEMAN

En juin 2013, la mobilisation populaire contre l'augmentation des tarifs de bus à São Paulo s'est rapidement répandue à l'ensemble du Brésil, un pays où les raisons de prendre la rue ne manquent pas. Recoupant un vaste éventail de causes, le mouvement a mobilisé quelque 1,5 million de personnes à son apogée, le 20 juin 2013, dont plusieurs centaines de milliers à Rio de Janeiro.

S'il est parfois difficile, dans le cas des mobilisations décentralisées d'aujourd'hui, d'identifier clairement toutes les raisons pour lesquelles les gens prennent la rue, à Rio, la révolte populaire était clairement un rejet du modèle de la ville néolibérale.

La Ville de Rio poursuit en effet une stratégie urbaine entrepreneuriale depuis au moins le début des années 1990, alors qu'elle était dirigée par le maire Cesar Maia. S'inspirant du « succès » des Jeux olympiques de Barcelone, en 1992, elle a engagé des consultants catalans afin de redessiner ses espaces publics et se lancer dans le circuit des méga-événements d'envergure internationale. Rio réussira finalement à se tailler une place dans le marché des méga-événements sportifs avec l'obtention des Jeux panaméricains, en 2007, qui deviendra son passeport pour l'organisation de la Coupe du monde de football de 2014 (dont la finale aura lieu à Rio) et des Jeux olympiques d'été de 2016.

Cette stratégie ne vise qu'à répondre aux besoins du capital et ne sert la population locale qu'à travers de très hypothétiques « retombées économiques ». Elle im-

plice la privatisation des services publics comme le transport en commun et la réalisation de la plupart des interventions urbanistiques sous la forme de partenariats public-privé. L'argent public est donc dépensé pour favoriser les profits privés pendant que les pauvres sont de plus en plus déplacés de force et la ville restructurée en fonction des intérêts d'une minorité fortunée.

Ces intérêts, quels sont-ils au juste? À l'échelle globale, il y a d'abord ceux de la FIFA et du Comité international olympique, qui vendent aux médias leurs droits de télédiffusion et signent des ententes de commandites avec de grandes marques comme Visa et Coca-Cola, qui verront leur image associée à celle de Rio de Janeiro. Ensuite, il y a les intérêts des multinationales brésiliennes de génie-conseil comme Odebrecht et OAS, qui ont obtenu la part du lion des contrats publics pour la construction de stades, d'aéroports et

d'autres infrastructures de transport. Enfin, on constate que plusieurs projets associés à la tenue des deux méga-événements visent à faire bondir la valeur du marché immobilier dans certains secteurs de la ville, notamment le vieux port de Rio, le village olympique, les zones bordant les nouvelles routes ou se trouvant à proximité de favelas.

Ces activités économiques ne pourraient avoir lieu sans la « pacification » de certaines favelas dont l'emplacement est stratégique. En effet, quelle image aurait la ville si la favela de Mangueira, située en arrière-plan du spectaculaire stade Maracanã, était toujours contrôlée par des gangs de trafiquants de drogue? La vaste entreprise de visibilité internationale et de relations publiques déployée par la Ville de Rio pour consolider son image de marque se retournerait contre elle si les médias étrangers pouvaient déambuler à leur guise dans les favelas pour interviewer des adolescents armés jusqu'aux dents. Le Mondial de football et les Olympiques permettent ainsi de justifier des interventions militaires à

L'auteur est chargé de cours et professeur associé au Département de géographie, urbanisme et environnement de l'Université Concordia



Jacques Goldstyn



grand déploiement dans le tissu urbain, menées sous le signe de l'état d'exception, court-circuitant le processus démocratique et la recherche de véritables solutions aux problèmes de la pauvreté, de la drogue et de la violence.

Aussi, des travaux de «réfection» en tout genre ont été menés dans des favelas bien ciblées, fournissant un prétexte idéal pour en démanteler des grands pans. Au moins 19000 familles ont été déplacées sous différents pré-

textes depuis l'entrée en poste du maire Eduardo Paes, en janvier 2009. La plupart sont envoyées dans des logements sociaux situés dans la périphérie ouest de la ville, à trois heures de transport en commun (privatisé) de leurs lieux de travail, leurs écoles et leurs réseaux sociaux. Le Comité populaire pour la Coupe et les olympiades, une coalition qui regroupe plusieurs organismes préoccupés par les coûts sociaux de ces événements sportifs, estime qu'environ 100 000 personnes seront déplacées à travers le pays en raison de la Coupe du monde.

Tout ce processus de privatisation des profits et de socialisation des coûts a été imposé à la population sans consultation démocratique. Ces dépenses faramineuses sont par ailleurs faites dans un pays où les systèmes publics d'éducation et de santé sont clairement déficients. La population a eu raison de prendre la rue pendant les «journées de juin», en 2013, en scandant «Il n'y aura pas de Coupe du monde!». Elle aurait tout autant raison de le faire cette année. ●

Ce que révèle la réélection de Bouteflika

Le scrutin du 14 avril dernier, en Algérie, témoigne du mépris d'une oligarchie qui fait tout pour se maintenir au pouvoir.

MOULOUD IDIR

Les récentes élections présidentielles, à l'issue desquelles le président Abdelaziz Bouteflika a été réélu avec près de 82 % des voix, auront été un autre rendez-vous manqué. Ce régime militaro-politique ne cesse de multiplier les subterfuges, avec grand mépris pour la population. Même si le chômage et la corruption gangrènent actuellement l'Algérie et sont un terrain fertile à une radicalisation, l'embellie financière – essentiellement attribuable à la manne pétrolière – permet à l'élite d'acheter une relative paix sociale. Cela se fait en domestiquant une partie de la classe politique et du tissu associatif par une logique clientéliste de cooptation.

Pour les parrains traditionnels des élites algériennes – les États-Unis et la France –, Bouteflika s'avère un allié régional indispensable pour consolider des prés carrés que leur disputent désormais les pays émergents. L'oli-

garchie algérienne marchande avec l'allié étasunien dans les domaines de la sécurité et de l'énergie.

Dans ce contexte, le régime oligarchique use de différents subterfuges pour amadouer la population. Il brandit entre autres la menace à la cohé-

sion nationale et invoque le «péril islamiste», comme ce fut le cas après les élections législatives de 1991-1992, qui ont été suivies de violences ayant fortement ébranlé la population.

Le taux de participation de 51 % aux récentes élections témoigne du fait que la population attendait peu de l'exercice électoral. Elle l'entrevoit comme un simple instrument de l'État qui s'appuie sur une classe affairiste et

L'auteur est responsable du secteur Vivre ensemble au Centre justice et foi

Des jeunes du mouvement Barakat («Assez») appelant au boycott des élections présidentielles, en mars dernier à Alger. Photo: PC/Anis Belghoul

